

world tour *Paris*

Repensez votre entreprise pour l'ère de l'IA.

Je m'inscris

Mardi 12 mars 2024 ♦ 9h00 - 18h00



+2,3 % en valeur en 2024

La maîtrise des dépenses, nouvelle priorité budgétaire

En reléguant le déficit et l'endettement au deuxième plan, l'Union européenne donne à la France une petite bouffée d'oxygène en réduisant de moitié les économies nécessaires



© Freepik



*Mécomptes publics,
François Ecalle*

Le ministère des Finances prévoit une croissance du PIB de 1,4 % en 2024, mais il semble s'apprêter à revoir cette prévision à la baisse. S'il la ramenait à 0,9 %, le déficit public prévu pour 2024 pourrait être majoré mécaniquement d'environ 0,3 point de PIB, soit de l'ordre de 9 Mds€, du fait notamment d'une moindre progression des recettes. En outre, les recettes fiscales de 2023 ont été plus faibles qu'anticipé, ce qui risque de se répercuter sur celles de 2024 ("effet de base", disent les prévisionnistes) et d'aggraver cette perte de 9 Mds€.

Les dépenses budgétaires de 2023 ont certes été également plus faibles et la baisse des taux d'intérêt en fin d'année peut laisser espérer des économies sur la charge d'intérêt prévue pour 2024. Mais, au total et à politique inchangée, on peut s'attendre à une aggravation du déficit public d'au moins 10 Mds€ en 2024, et probablement d'au moins autant en 2025.

“Le Conseil de l'Union européenne a recommandé l'an dernier à la France de limiter la croissance de ses dépenses publiques à 2,3 % en valeur en 2024.”

Le Conseil de l'Union européenne a recommandé l'an dernier à la France de limiter la croissance de ses dépenses publiques à 2,3 % en valeur en 2024, sur le périmètre particulier qu'il retient désormais, alors que, selon le Haut Conseil des finances publiques, le ministère des Finances prévoit une progression en valeur de 2,6 % sur le même périmètre. Une économie d'environ 5 Mds€ serait donc souhaitable pour suivre cette recommandation.

Les nouvelles règles budgétaires européennes donnent la priorité au respect des objectifs d'évolution des dépenses publiques. Il en est de même des nouvelles lois de programmation des finances publiques en France. Il faut donc tenir fermement le cap de la maîtrise des dépenses et, s'il faut impérativement en engager de nouvelles en cours d'année, elles devront tout aussi impérativement être gagées pour que leur croissance reste inférieure à 2,3 % en valeur (ce qui correspond à une baisse en euros constants).

5 milliards d'économies nécessaires plutôt que 10

Ces nouvelles règles mettent désormais le respect des objectifs de déficit et d'endettement publics au deuxième plan. Il est donc inutile à cet égard de viser des économies de 10 Mds€ en 2024 pour tenir les objectifs de déficit et de dette inscrits dans la loi de programmation des finances publiques de l'automne dernier.

“Il est désormais inutile de viser des économies de 10 Mds€ en 2024 pour tenir les objectifs de déficit et de dette inscrits dans la loi de programmation des finances publiques de l'automne dernier”

En outre, alors que la croissance du PIB a été nulle au cours du dernier semestre et s'annonce très modeste pour le semestre en cours, il ne serait économiquement pas très opportun de donner à la politique budgétaire une orientation beaucoup plus restrictive avec 10 Mds€ d'économies supplémentaires.

Enfin, il sera socialement et politiquement déjà très difficile de trouver 5 Mds€ de nouvelles économies en 2024 à ajouter aux 12 Mds€ annoncées pour 2025 qui restent à trouver. Il ne

semble pas possible d'en faire plus dans le contexte sociopolitique actuel. En se donnant des objectifs irréalistes d'économies, la France n'améliorera pas sa crédibilité budgétaire.

Le site www.fipeco.fr développe les analyses de François Ecalle.

[S'inscrire à la newsletter Économie Politique](#)

A lire également

[Mécomptes publics - les chroniques de François Ecalle](#)

Publié le 13/02/2024

Catégories :

Economie / Mécomptes publics /

Réutiliser cet article

Cet article est une œuvre protégée. Son utilisation donne lieu à des droits d'exploitation et de rediffusion interne et externe. [Nous consulter](#).